



PRÉFÈTE DU CHER

**Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Pôle de la Protection des Populations
Service de la Protection de l'Environnement**

**Installation classée soumise
à autorisation n° 5287**

Société AXEREAL – site de Tendron

Arrêté préfectoral n°2015-DDCSPP-050 portant mise en demeure de la société AXEREAL – site de Tendron

**La Préfète du Cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu le code de l'environnement et notamment son article L 514-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R 511-9 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (Combustion) ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 17 janvier 1984 et 19 mai 1987 autorisant l'Union des Coopératives agricoles de céréales du Cher à exploiter des installations de stockage de céréales sur la commune de Tendron ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2002.1.770 du 12 juillet 2002 imposant des prescriptions techniques additionnelles (implantation d'un stockage précaire de céréales pour une durée maximale de 6 mois par an) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2007.1.250 du 16 mars 2007 prescrivant des mesures de réduction du risque pour le silo de Nérondes-Tendron ;

Vu le rapport d'inspection daté du 26 février 2015 adressé à l'exploitant, qui fait suite à l'inspection du site réalisée le 23 février 2015 ;

Considérant que l'analyse du risque foudre du site AXEREAL de Tendron a été réalisée du 7 juin 2010 au 3 février 2011 ;

Considérant que l'analyse du risque foudre conclut sur la nécessité de réaliser une étude technique avant de procéder à des travaux pour améliorer la protection du site contre les effets de la foudre ;

Considérant que l'étude technique a été effectuée le 26 juin 2012 ;

Considérant que l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention contre la foudre, par un organisme compétent, n'a pas été réalisée à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre ;

Considérant que l'exploitant n'a pas fourni la justification selon laquelle les dispositifs de découplage des niveaux 0 et -1 résistent à une surpression exercée dans le sens tour vers galeries ;

Considérant que les charpentes et les endroits difficiles d'accès du silo vertical ne sont pas débarrassés régulièrement des poussières ;

Considérant qu'aucun contrôle des rejets gazeux n'a été effectué depuis plus de 2 ans sur l'installation de combustion ;

Considérant que certaines de ces non-conformités sont récurrentes ;

Considérant qu'il convient que l'exploitant remédie à ces non-conformités importantes et caractérisées pouvant conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ;

Sur la proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La société AXEREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la Manufacture - CS 40639 - 45166 OLIVET Cedex, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à « Le Bourg » sur la commune de Tendron (18350), de respecter les dispositions suivantes :

dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté

Article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié

« (...) L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. (...) »

Article 16 de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2007

« (...) Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :

- s'ouvrent des galeries ou des ciels de cellules vers les tours de manutention ; dans le cas contraire l'exploitant justifie que les dispositifs résistent à une surpression exercée dans le sens tour vers galeries ;
- sont maintenues fermées, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques. (...) »

La justification selon laquelle les dispositifs de découplage des niveaux 0 et -1 résistent à une surpression exercée dans le sens tour vers galeries est à fournir.

Article 22 de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2007

« (...) Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée par l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Ces opérations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage doit faire l'objet de consignes particulières visant à limiter l'envol des poussières.

La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50g/m², des croix peintes sur le sol servent de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrement.

Les zones du silo dans lesquelles la présence de poussière est régulière (stockage des poussières par exemple) sont identifiées par l'exploitant. Le caractère suffisant des mesures de sécurité associées à ces zones doit être justifié par l'exploitant. »

Article 6.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié

« (...) L'exploitant fait effectuer au moins tous les deux ans par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer dans les mêmes conditions une mesure des teneurs en dioxines et furanes.

A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NF EN 13284-1 ou la norme NFX 44-052 sont respectées.

La mesure des oxydes de soufre et des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du fioul domestique.

Pour les installations de séchage, au lieu des mesures prévues au présent point et au point 6.4 de la présente annexe, des modalités différentes, reconnues spécifiquement par le ministère chargé des installations classées, peuvent être mises en place, pour justifier du respect des valeurs limites imposées au point 6.2.7 de la présente annexe. (...) »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure dans les délais impartis et indépendamment des sanctions pénales encourues, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant et au maire de Tendron.

Bourges, le 5 mars 2015

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur départemental de la cohésion sociale
et de la protection des populations,

Signé

Délais et voies de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal Administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

